

DIAL 3257

BRÉSIL - Le plus grand extractiviste du continent

Eduardo Gudynas

vendredi 8 novembre 2013, mis en ligne par [Dial](#)

Dans le numéro de novembre, nous publions deux textes de l'Uruguayen Eduardo Gudynas, analyste du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES), fondé en 1989 et basé à Montevideo (Uruguay). Le premier, ci-dessous, revient sur la question de l'extractivisme, déjà abordé dans les numéros précédents [1], à partir d'un cas d'école, le Brésil. Le [second](#), propose une analyse plus large des contradictions des gouvernements de gauche sud-américains sur les questions environnementales.

L'extractivisme, c'est l'appropriation d'énormes volumes de ressources naturelles ou leur exploitation intensive, les produits obtenus étant alors, en majorité, exportés comme matières premières vers les marchés mondiaux. Il semble passer inaperçu que, selon cette définition, le plus grand extractiviste d'Amérique du Sud est le Brésil.

Cette situation n'est pas toujours reconnue, car lorsqu'on parle d'extractivisme on pense en premier lieu à l'exploitation minière, et en second lieu, on donne comme cas emblématiques le Chili, le Pérou ou la Bolivie. Les représentations populaires font de ces nations andines les leaders miniers continentaux, et même mondiaux.

La réalité des dernières années est différente. Le Brésil est devenu le plus grand producteur et exportateur minier du continent. Ce pays a extrait plus de 410 millions de tonnes de ses principaux minerais en 2011, alors que toutes les autres nations sud-américaines réunies, se sont appropriées un peu plus de 147 millions de tonnes. Ces indicateurs se basent sur l'extraction en Amérique du Sud du cuivre, zinc, plomb, étain, bauxite, charbon et fer (qui représentent les principaux minerais par leur volume d'extraction et d'exportation). Il est impressionnant de noter que le Brésil extrait presque le triple de tous les autres pays sud-américains qui ont une industrie minière significative (Argentine, Bolivie, Colombie, Chili, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname, Venezuela).

Ces énormes volumes brésiliens sont dus spécialement à l'appropriation de fer et de bauxite. Mais ce pays est aussi celui qui possède un des paniers miniers les plus diversifiés (c'est en outre un important producteur de charbon, de plomb, et de quelques « terres rares », etc.). Que le Brésil soit le plus grand pays minier du continent n'est pas non plus un fait récent, et déjà, en l'an 2000, il extrayait le double de volume de tous les autres pays sud-américains.

Comme on le sait, pour chaque tonne de minerai extrait il existe différentes proportions d'un « sac à dos écologique », qui représente tout le matériau non utilisé. Si l'on ajoute ce sac à dos les chiffres des ressources naturelles appropriées augmentent encore davantage. Celui-ci est un indicateur important dans le cas de l'or, vu que son volume final est faible et sans effet sur les indicateurs présents ci-dessus, mais il a un énorme sac à dos écologique (un kilogramme d'or requiert de déplacer 540 tonnes de matière, selon la moyenne de référence globale), et dans beaucoup de cas, on l'obtient par des procédés très polluants et destructeurs (tels que la déforestation associée et l'usage du mercure). Dans ce domaine, le

premier producteur sud-américain en 2011 était le Pérou (188 tonnes), mais le Brésil était deuxième (avec 67 tonnes), avec ensuite l'Argentine et le Chili.

L'extractivisme au sens strict est beaucoup plus que l'exploitation minière. L'appropriation de grands volumes de ressources naturelles ou leur exploitation intensive, pour alimenter les exportations, se retrouve dans d'autres secteurs, parmi lesquels se distinguent les hydrocarbures et l'agriculture. Dans ces catégories aussi le Brésil est un « champion ».

Si le Brésil est bien actuellement un producteur pétrolier de niveau moyen (occupant la troisième place en Amérique latine), et qu'il se concentre sur sa propre consommation, il est vrai aussi qu'il prépare l'exploitation de gisements marins. Son gouvernement espère placer le pays parmi les premières puissances pétrolières mondiales.

Les nouveaux gisements se trouvent sur la plateforme côtière, à d'énormes profondeurs, dans des conditions exigeantes de perforation et à hautes températures. Cette extraction pose un énorme risque environnemental, comme l'a montré l'accident de la plateforme de BP [2] dans le Golfe du Mexique en 2010. Malgré cette catastrophe et des risques évidents, la discussion brésilienne est beaucoup plus focalisée sur le taux des royalties et leur distribution, que sur le fait de soulever s'il ne serait pas plus raisonnable d'établir un moratoire pour ce type d'extractivisme.

C'est très différent de ce qui se passe, par exemple, dans plusieurs localités amazoniennes, où l'expérience citoyenne face à différents impacts sociaux et environnementaux, n'est pas disposée à accepter davantage de compensations économiques, mais réclame au contraire des moratoires.

Finalement, le Brésil est aussi leader de l'extractivisme agricole. C'est actuellement le premier producteur mondial de soja ; pour la récolte 2011-2012, il a dépassé les 66 millions de tonnes métriques (sur notre continent il est suivi par l'Argentine avec 40 millions de tonnes métriques). C'est aussi le premier exportateur mondial, et une bonne part de ce qu'il commercialise n'a pas été préalablement transformée. Ce phénomène est associé à une énorme augmentation de la superficie cultivée, qui a dépassé les 24 millions d'hectares.

De cette manière, l'extractivisme au Brésil avance sur plusieurs fronts. Si l'on regroupe l'extraction des ressources naturelles minières, agricoles et d'hydrocarbures, le niveau d'appropriation des ressources naturelles au Brésil est terrifiant, et laisse très loin derrière n'importe quel pays sud-américain. Ce style de développement engendre des pressions environnementales et sociales immenses, qui vont des conflits dans le milieu rural au drame écologique que l'on observe dans le [Cerrado](#) ou la [Caatinga](#) [3], écorégions qui peuvent disparaître en se transformant en terres agricoles et d'élevage.

L'extractivisme exagéré rend l'économie brésilienne très dépendante d'exportations comme celles du fer ou du soja pour sa croissance. La proportion de produits primaires augmente dans le commerce extérieur et celle des produits manufacturés chute. Le pays devient très dépendant des conditions mondiales, comme les prix internationaux des matières premières ou l'arrivée d'investisseurs étrangers.

Pour ces raisons, un examen rigoureux montre que l'économie brésilienne ressemble plus à celle des pays andins que ce qu'assument habituellement les analystes conventionnels, qui répètent souvent qu'elle est un exemple d'industrialisation. Allons plus loin : pendant les deux gouvernements de Lula da Silva, l'économie s'est primarisée au lieu de s'industrialiser.

À la différence de ce qui se passe dans d'autres pays sud-américains, cette expansion de l'extractivisme n'est pas due seulement aux injections de capital international, mais aux propres fonds internes de l'État. Le gouvernement brésilien encourage résolument cet extractivisme, par des mesures directes ou financières (particulièrement par le biais de sa banque de développement BNDES).

Il y a plusieurs exemples. Petrobrás est une société pétrolière mixte. Vale, la deuxième compagnie minière la plus grande du monde, est officiellement privée mais environ la moitié de ses actions dépend des fonds de pension des fonctionnaires de la Banque du Brésil, et ses fonds proviennent principalement de la

BNDES. Par ceux-ci et par d'autres canaux, le gouvernement a un large pouvoir de contrôle sur cette entreprise.

De même, l'extractivisme agricole est aussi soutenu directement par le gouvernement. Celui-ci bénéficie du plus grand plan d'aide financière étatique du continent (le dénommé Plan agricole et d'élevage), qui, pour les années 2012-2013, s'élève à 115,2 milliards de réaux [4] destinés au crédit, ce qui favorise directement l'expansion de l'agro-industrie exportatrice au lieu des petits agriculteurs.

Voilà une situation d'énormes paradoxes : une partie substantielle de l'argent collecté par l'État est utilisée pour encourager, soutenir et même subventionner l'extractivisme, qui alimente en premier lieu la globalisation plutôt que les nécessités internes du Brésil. En revanche, le sac écologique et les autres impacts environnementaux restent à l'intérieur du pays, ainsi qu'un large éventail d'effets sociaux, politiques et économiques.

Ce sont ces mesures de soutien à l'extractivisme, le maintien d'une insertion internationale au service de la globalisation et le contrôle des mobilisations sociales qui expliquent que le gouvernement brésilien soit continuellement présenté comme l'exemple économique à suivre pour l'économie conventionnelle. C'est de là que proviennent les félicitations que l'on trouve dans les pages de *The Economist* ou dans les forums de Davos. Mais si l'on adopte la perspective de la société civile ou de la Nature, il est clair que le Brésil devrait cesser d'être le champion de l'extractivisme et commencer dès que possible à discuter d'une stratégie postextractiviste.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3257.**

- Traduction de Stéphanie Tribondeau pour Dial.

- Source (espagnol) : [ALAI](#), 23 mai 2013.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3245 - « [BOLIVIE - Les peuples originaires passent au second plan](#) », 3246 - « [PÉROU - Recul dans l'application de la consultation préalable](#) » et 3256- « [HONDURAS - Déclaration du diocèse de La Ceiba sur l'extractivisme](#) ».

[2] British Petroleum - note DIAL.

[3] Au nord-est du Brésil - note DIAL.

[4] Soit 38,6 milliards d'euros - note DIAL.